

Gaboriaux (Chloé) et Skornicki (Arnault), dir., *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2017, 322 p.

Antoine Aubert

DANS **POLITIX** 2023/1 (N° 141), PAGES 209 À 216
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0295-2319

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-politix-2023-1-page-209.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Gaboriaux (Chloé) et Skornicki (Arnault), dir., *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2017, 322 p.

Antoine AUBERT

Université Paris 1 (Post-doctorant au CEVIPOF, docteur associé au Cessp)

Publié en novembre 2017, cet ouvrage dirigé par Chloé Gaboriaux et Arnault Skornicki entend faire le point sur les méthodologies pertinentes pour étudier les idées politiques et leur histoire. Plus précisément, cet ouvrage collectif se demande, face à la domination ancienne des philosophes et des juristes, « comment aborder les idées politiques en sciences sociales » (p. 9). Il s'interroge ainsi sur l'épistémologie qui découle de ce positionnement disciplinaire et, avec lui, sur l'objet « idées politiques » même, plus large et volatil qu'il n'y paraît. Les 19 contributions de ce livre, issu pour une part d'un colloque tenu en janvier 2015, abordent des thèmes traditionnellement délaissés par l'histoire des idées : la littérature, les migrations, l'analyse de discours, les idées politiques populaires, ou encore la notion dangereusement polysémique de « contexte ». D'autres contributions confrontent « l'histoire sociale des idées politiques » à certaines de ses sources intellectuelles majeures comme Pierre Bourdieu ou Quentin Skinner, le principal représentant de l'école de Cambridge, dont plusieurs textes méthodologiques ont été traduits récemment en français. Une des forces de l'ouvrage est d'ailleurs de proposer un entretien avec Skinner, mais aussi avec deux autres penseurs situés dans l'orbite de l'histoire sociale des idées politiques française : Jacques Guilhaumou pour l'analyse de discours, et Martine Kaluszynski pour les « sciences de gouvernement ».

Plus globalement, cet ouvrage a pour but de faire le point sur le renouveau récent, en France, des différents travaux qui depuis une quinzaine d'années se réclament de ce label, participant ainsi d'un tournant contextualiste dans ce domaine, dans la continuité par exemple du séminaire puis de l'article séminal de Frédérique Matonti publié en 2012 dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. Contre l'histoire des idées traditionnelle et philosophique qui est idéaliste, internaliste et largement anhistorique (sont mentionnés comme figures repoussoirs Arthur Lovejoy, Léo Strauss ou Benedetto Croce), il s'agit de défendre que les idées politiques existent « non pas comme des choses immatérielles livrées à la contemplation des penseurs, mais relativement aux usages qui en sont faits, toujours historiquement situés, en fonction des enjeux et des stratégies des acteurs qui s'en saisissent dans des luttes politiques déterminées ; des circulations et transferts entre groupes sociaux et entre aires culturelles » (p. 14). Les auteurs ajoutent : « *historicisation radicale, dé-canonisation des sources et désacralisation des grands textes, restitution du contexte d'énonciation* des idées qui fait aussi d'elles des actions et des interventions politiques,

restitution des langages politiques qui tisse le cosmos de significations d'une époque, de manière à arracher l'historien à son horizon présent ».

Cette approche revendique aussi que les idées sont plurielles, et ce, de deux façons. D'une part, car elle ne s'intéresse pas juste à l'histoire des idées canoniques, des grands auteurs, mais davantage à la vie intellectuelle dans son ensemble, incluant les productions symboliques oubliées, celles qui ne se sont pas « arrachée[s] à l'horizon anonyme », selon une expression de Foucault dans *L'archéologie du savoir*. D'autre part car la matérialité des idées politiques ne se limite pas à l'objet discursif, mais s'étend aussi à d'autres biens symboliques comme la peinture, le cinéma ou encore la musique. C'est aussi, à travers ces deux postulats, la question des sources qui est soulevée.

Ces réflexions sont creusées au fil des différentes parties qui composent cet ouvrage. L'introduction et les quatre textes de la première partie, intitulée « Héritage », éclairent l'« histoire sociale des idées politiques » en la confrontant à d'autres projets qui, au XX^e siècle, entendaient déjà se démarquer d'une histoire philosophique des idées. Ces chapitres reviennent sur ces tentatives déjà anciennes qui entendaient prendre en considération, au sens fort, la dimension historique et sociale des idées politiques, et ce « de Durkheim à Bourdieu, des *Annales* à l'histoire intellectuelle, de la sociocritique aux récents renouvellements des études littéraires, nombreux sont les chercheurs qui se sont non seulement intéressés aux idées politiques mais en ont aussi ancré l'étude dans le champ des sciences sociales » (p. 9-10). L'introduction est particulièrement utile, qui se lit comme une véritable enquête réflexive questionnant la nouveauté du « label » d'histoire sociale des idées à travers l'étude de projets intellectuels souvent méconnus de jeunes chercheurs. Arnault Skornicki et Chloé Gaboriaux revisitent ainsi « l'histoire sociale de la pensée américaine » de Merle Curti, les travaux fondateurs de Weber, Mannheim et Cassirer, mais aussi l'expression d'« histoire sociale des idées » que l'on trouve dans les travaux de Louis Trénard, d'Alphonse Dupront, du marxiste Henri Lefebvre (avec sa méthode de la « biographie sociale des idées »), mais aussi dans une discussion critique que Peter Gay adresse en 1967 à Cassirer dont l'histoire des idées n'est justement pour Gay pas assez « sociale ». L'introduction revient aussi sur les apports de l'histoire sociale des théories politiques des époux Wood (eux aussi marxistes), sur les recherches prosopographiques de Philippe Genet et sur les écrits de Pierre Bourdieu, notamment ceux sur l'État. Sont également passés en revue les *Annales* et les concepts de « mentalités » ou d'« outillage mental » (Febvre), auxquels sont également consacrées trois autres contributions. Alain Guéry revient sur les sources des *Annales*, les moments clés de son histoire jusqu'au réinvestissement du « sujet » dans les années 1980, ainsi que sur certaines de ses grandes productions, comme *Le Carnaval de Romans*, étudié par Emmanuel Le Roy Ladurie en 1979 et que Guéry qualifie de « bel exemple de l'histoire sociale des idées politiques selon les *Annales* » (p. 40). De son côté, Isabelle Gouarné

s'attarde sur un événement intellectuel très particulier, à savoir une journée d'étude sur le thème « le travail et les techniques » qui s'est tenue le 23 juin 1941, à Toulouse, en zone libre. Réunissant des représentants des *Annales*, des sociologues du travail comme Georges Friedmann, des historiens comme Jean-Pierre Vernant ou le psychologue Ignace Meyerson, cette journée est intellectuellement importante. Mais tout indique qu'elle est aussi politiquement marquée : le thème de la journée – traité à travers une discussion sur l'histoire du travail comme mot et comme réalité, et une autre sur les rapports entre « techniques et esprit » –, mais aussi la pluridisciplinarité des sciences sociales dans le contexte de Vichy et la trajectoire sociale politique des acteurs. Surtout, c'est la méthode même, et notamment l'étude des mentalités collectives, qui « revêt une double fonction : une fonction critique [...] de déconstruction idéologique, visant à contester la vision passéiste et naturalisante du social promue par Vichy ; mais aussi une fonction positive d'anticipation, visant à comprendre “le sens du nouveau”, à saisir les conditions de possibilité du changement » (p. 57).

Dans un texte éclairant, Sarah Al-Matary s'intéresse aux *Annales* à travers un projet concurrent : les études littéraires et la façon dont celles-ci se sont intéressées aux idées, notamment au début du XX^e siècle. Gustave Lanson, personnage central de cette histoire, écrivait en 1904 que « toute œuvre littéraire est un phénomène social. C'est un acte individuel, mais un acte social de l'individu. Le caractère essentiel, fondamental de l'œuvre littéraire, c'est d'être la communication d'un individu et d'un public ». Pourtant, au-delà de ces déclarations d'intentions, c'est surtout sur les conflits entre disciplines, ici entre études littéraires lansonniennes et l'histoire des *Annales* naissante, que ce texte revient, à l'image de ce mot de Lucien Febvre en 1941 sur *L'histoire de la littérature française classique* du lansonien Daniel Mornet, président depuis 1922 de la Société et de la *Revue d'histoire littéraire de la France*, selon lequel les littéraires ont « renoncé à étudier la vie sociale » (p. 61). Cette étude se poursuit à travers l'analyse d'autres projets intellectuels comme ceux de Jean Ehrard jusqu'aux études littéraires dans les années 1968, marquées notamment par le conflit entre Roland Barthes et Raymond Picard. Sarah Al-Matary montre ainsi les passerelles qui existent entre certaines études littéraires et l'histoire sociale des idées politiques, à l'image de la démarche de Claude Pichois déclarant la nécessité d'explorer davantage des « “œuvres mineures, de consommation courante, fruits de tempéraments plus proches de la moyenne des individus” et aptes de ce fait à remettre en cause la singularité radicale des créateurs » (p. 64). La première partie se conclut à travers le texte de Fausto Proietti qui revient sur le « social » dans l'histoire des idées politiques italiennes, éclairant utilement à travers des références aux travaux de penseurs comme Luigi Firpo, des réflexions qui restent dans l'ensemble principalement françaises.

Dans la deuxième partie, intitulée « Quels contextes ? », les différentes contributions tentent de saisir les facteurs extérieurs aux idées qui sont pertinents

pour l'historien. À la suite de l'entretien avec Skinner, les contributions d'Arnault Skornicki et de Mathieu Hauchecorne, respectivement consacrée à une confrontation entre Weber et Skinner, et une autre entre l'histoire intellectuelle de Skinner et la sociologie des idées de Bourdieu, sont particulièrement riches et permettent de dessiner plus finement à la fois le projet skinnérien et les frontières de l'histoire sociale des idées politiques, effort déjà débuté par Frédérique Matonti et Mathieu Hauchecorne avec la publication d'un entretien avec Skinner en 2017 dans *Raisons politiques*. Arnault Skornicki écrit notamment qu'une des différences fondamentales entre Skinner et Weber – mais aussi Bourdieu – touche bien au contexte pris en compte dans l'analyse, puisqu'alors que « la tradition sociologique indexe l'action sociale sur la *socialisation des agents*, Skinner ignore largement cette dimension. Certes, c'est dans ses études les plus monographiques qu'il s'est peut-être le plus rapproché d'une analyse des trajectoires et de la formation des habitus, par exemple de Hobbes et de Shakespeare, mais elle reste assez partielle et largement focalisée sur leur formation intellectuelle et leur socialisation scolaire » (p. 126). Mathieu Hauchecorne part, quant à lui, des concepts d'« intention » (Skinner) et de « stratégie » (Bourdieu), pour dégager leurs points d'accords – comme leur approche historique, leur insistance sur la dimension performative du langage, ou la dimension « génétique » de leur approche de la pensée politique – mais aussi leurs différences, qui touchent là encore aux lacunes « sociologiques » de la contextualisation skinnerienne. Comme le souligne l'auteur, Bourdieu – à travers ses concepts de champ, de capital et d'habitus – s'intéresse bien plus que Skinner aux positions occupées par les producteurs d'idées ainsi qu'aux processus de réfraction qui, par définition, expliquent la retranscription dans le langage propre à un champ d'influences qui lui sont extérieures (p. 141 et suivantes). L'ouvrage se poursuit à travers deux autres textes questionnant le « contexte » : Dina Dusejnova revient à travers le cas de l'école de Francfort sur les difficultés liées aux phénomènes de mobilités intellectuelles, au cours desquels les contextes intellectuel et politique sont changeants et David Smadja questionne l'histoire sociale des idées politiques à partir de l'approche pragmatique et du concept de « controverse ».

Cette partie, plus théorique, se poursuit à travers deux contributions portant sur l'articulation de contextes pluriels. Au-delà de l'explication marxiste classique du « reflet », qui rabat le sens d'une idée sur les conditions économiques dans lesquelles elle est produite, l'ouvrage s'interroge ici sur les échelles d'analyses pertinentes. Thibault Rioufretyt distingue à ce titre cinq contextes à prendre simultanément en compte : l'idéal, le sémiotique, le matériel, l'individuel et le social (p. 184). Loïse Bilat détaille de son côté les vertus heuristiques des approches énonciatives qui, depuis les travaux fondateurs de Valentin Volochinov dans les années 1920, veulent dépasser l'aporie entre analyse interne et externe à travers « l'attention portée à la forme linguistique du document » puisque « grâce à la démarche énonciative qui cherche les indices du contexte externe à l'intérieur des énoncés, nous pouvons avoir accès au social

au sens d'un monde de références partagées par des individus à un moment donné » (p. 206 et 209). Cette partie se conclut avec un entretien avec Jacques Guilhaumou, qui revient sur les liens entre ses travaux et les récents développements de l'histoire sociale des idées politiques en France.

La dernière partie de ce livre, intitulée « Objets, temporalités, sources : le laboratoire démocratique », part des « pratiques de recherches qui, concrètement, travaillent les idées à partir d'une démarche de sciences sociales ».

Chloé Gaboriaux commence par éclairer les passerelles qui existent entre l'histoire sociale des idées politiques et l'histoire conceptuelle du politique de Pierre Rosanvallon. Elle montre que la démarche de ce dernier se définit par ses reproches d'anhistorisme à l'égard de l'histoire des idées classiques tout en cherchant à ne pas s'éloigner définitivement de la philosophie, mais plutôt à « s'armer d'outils d'analyse à même de rendre compte du fonctionnement et de l'efficacité propres aux représentations » (p. 274). Autrement dit, il s'agit d'interroger ici les frontières de l'histoire sociale des idées à travers un projet qui s'intéresse au travail social des concepts en contexte, travail qui joue sur le langage et, avec elles, sur les façons dont « les acteurs lisent et disent la société » et comment, en retour, il « leur impose des cadres de compréhension et d'action qui transforment le champ des possibles » (p. 278).

Quatre contributions s'intéressent ensuite à l'histoire des idées populaires et aux idées en révolution. L'étude d'Anne Verjus est consacrée à la catégorie du genre à l'époque de la Révolution française. Elle s'interroge plus précisément sur la place des femmes dans l'histoire de la citoyenneté au regard de ce qu'est alors la famille. Au lieu de conclure à l'exclusion des femmes du politique en raison de l'absence d'un droit de vote, elle explique que c'est « l'unité d'intérêts et d'opinions » au sein de la famille qui « assure le principe » de la représentation politique des femmes, à travers l'existence d'une « continuité invisible, non discutée, entre le sujet parlant et les autres » (p. 247-248). Autrement dit, le statut de citoyen, qui se qualifie par une position d'autorité au sein de la famille, se définit dans sa relation à un statut invisibilisé mais réel de citoyenne. Cette partie se poursuit avec une contribution de Samuel Hayat ayant pour titre « Étudier les idées en révolution. Questions de méthode ». Il y fait des propositions théoriques à partir de recherches empiriques, comme celles autour des origines intellectuelles de la Révolution française mais aussi en s'appuyant sur son travail de thèse sur 1848, alors que « tout le problème est de passer de l'évidence d'une intuition – les idées jouent un rôle central en révolution et les révolutions sont des moments de transformation des idées – à une méthode d'analyse qui permette d'étudier les idées en révolution sans dissoudre la spécificité de l'expérience révolutionnaire et en faire disparaître les acteurs » (p. 252). Ce texte stimulant propose trois pistes intellectuelles à suivre pour qui veut prendre en compte aussi bien les origines d'un événement (« le temps

long de l'histoire sociale ») et ce qui est nouveau dans la crise elle-même (« le temps court de l'histoire des événements politiques ») : l'histoire conceptuelle de Pierre Rosanvallon, la sociologie pragmatique (ou sociologie des épreuves) et la sociologie des crises politiques de Michel Dobry. C'est ainsi que l'on peut rendre justice au fait qu'une « révolution agit sur deux plans : elle pose de nouveaux problèmes, mettant à l'épreuve les institutions existantes et les rationalités politiques des acteurs, et elle modifie les bornes et les formes de l'espace de la pensée qu'elle élargit et déssectorise » (p. 262).

Dans le texte suivant, Deborah Cohen écrit que les idées populaires se caractérisent par « leur exclusion du champ de l'expression politique légitime » (p. 295), et posent ainsi de sérieux problèmes de sources à l'historien des idées, et ce d'autant plus sous l'Ancien Régime. Revenant sur des ouvrages essentiels de Carlo Ginzburg ou sur le journal de Ménétra, vitrier exhumé par Daniel Roche, mais aussi sur des « gestes » populaires, comme la tentative de régicide de Damiens – dont le supplice ouvre *Surveiller et punir* de Foucault –, ce chapitre insiste sur une triple difficulté qui nécessite, de fait, un bricolage hétérogène : « les sujets ont peu parlé ; ils ont été peu entendus ; ils ont été parlés par les autres et leur voix a été recouverte par celle, désormais évidente, des vainqueurs de l'histoire qui en ont interprété et réduit le sens » (p. 301). Cette démarche reste nécessaire, tant « une histoire sociale des idées politiques populaires est peut-être d'abord une histoire des luttes toujours recommencées pour élargir la définition du champ politique » (p. 306). Cette sous-partie s'achève avec une enquête de Marie Plassart sur les sympathisants socialistes dans l'Oklahoma rural au début du XX^e siècle (1907-1917). Elle s'interroge sur les faibles traces laissées par des acteurs qui sont pris en étau entre un faible capital culturel – « une répression politique et économique croissante à mesure que les socialistes gagnèrent des suffrages » (p. 313) – et des dominations raciales et genrées, « ultime[s] dimension[s] de l'inaudibilité des sympathisant-e-s socialistes » qui sont cependant nuancées par l'étude des « camps d'été socialistes » comme « lieux d'entre soi » (p. 317).

Ce livre collectif se clôt par un entretien avec Martine Kaluszynski, dans lequel la socio-historienne questionne les « sciences de gouvernement » au regard de l'histoire sociale des idées politiques. Elle défend que l'étude de ces « idées en actions » – qui s'ancre dans la dynamique collective des recherches du groupe « Socio-histoire du politique » depuis 1999 – s'appuie avant tout sur le « recours à l'histoire » comme moyen de « rompre avec une vision essentialiste de l'État, de la nation et de ses institutions » (p. 282). Armée de cette approche empiriste, elle a travaillé sur « des idées qui se structurent dans des récits et des discours puis parfois forment des savoirs plus ou moins structurés qui sont productifs d'action publique, de politiques publiques » (p. 284), à l'image de sa thèse de doctorat sur la naissance de la criminologie en France.

En résumé, cet ouvrage est un outil très précieux pour qui veut comprendre la spécificité, pour les sciences sociales, de l'étude des idées politiques, ses enjeux et les sources intellectuelles qui l'irriguent.

Trois points restent, malgré tout, à nos yeux, à développer.

Le premier concerne les « adversaires » intellectuels visés ici dont certains manques rendent, en miroir, l'histoire sociale des idées politiques un peu moins précise. On aurait par exemple aimé une étude sur l'histoire « philosophique » des idées et la façon dont elle s'écrit aujourd'hui. Car plus que les travaux de philosophes eux-mêmes, ce qui est visé ici, c'est davantage une sorte d'habitus disciplinaire, surtout visible dans la façon dont se recrutent les futurs professeurs de cette « discipline de couronnement » (pour reprendre une expression de Jean-Louis Fabiani). Chloé Gaboriaux et Arnault Skornicki écrivent d'ailleurs à raison que les principales critiques qui la touchent sont « parfois excessives ou injustes » (p. 14). C'est d'autant plus vrai qu'en France un certain nombre d'historiens des idées se sont revendiqués du marxisme, ce qui renvoie à un autre « adversaire » combattu ici, à savoir les marxistes et l'approche dite « du reflet », purement contextualiste. Là encore, si cette critique est dans l'ensemble justifiée, elle ne peut s'appliquer à tous les historiens des idées marxistes, et on aurait également aimé saisir plus finement les approches de Lefebvre, Lucien Goldmann, Louis Althusser, Michael Löwy, ou encore le moins connu Yvon Bourdet qui se revendiquait, dans ses travaux sur l'austro-marxisme, d'une « sociologie des idées ».

Deuxième point de discussion : le tout reste parfois trop théorique, même si c'est, toujours, à travers des contributions pertinentes. Or la démarche empirique est constitutive de l'histoire sociale des idées politiques, car c'est bien l'application des techniques d'enquête ordinaires des sciences sociales à l'étude de la pensée politique – archives, entretiens, mais aussi méthodes quantitatives – qui donne sa force à cette approche. Bien plus qu'une critique adressée à cet ouvrage, l'enjeu est collectif pour les chercheurs en sciences sociales se revendiquant de l'histoire sociale des idées, puisqu'il s'agit de se servir de ce livre comme d'une boîte à outils permettant de soutenir des recherches novatrices et originales sur les idées. Il convient d'ailleurs de souligner que, depuis la publication de l'ouvrage en 2017, des dynamiques de ce type ont eu lieu, à travers des séminaires, des thèses ou par la création de nouvelles revues comme *Biens symboliques*, initiée notamment par Arnault Skornicki.

Enfin, des réflexions esquissées par endroits autour de l'enjeu des sources historiques méritent d'être prolongées, ce qui a été, là encore, en partie fait depuis 2017. Ce point est d'autant plus important qu'il a des conséquences décisives sur la façon dont s'écrit l'histoire des idées, et notamment sur l'élargissement du canon ainsi que sur la pluralité des matérialités étudiées, qui ne peuvent se limiter aux textes imprimés. Il s'agit au fond de rester à proximité des apports

de l'école de Cambridge, dont les représentants se sont toujours intéressés à la construction des sources de l'histoire intellectuelle, aussi bien du point de vue d'une critique érudite de la production des textes que de l'attention portée à leur circulation et à leur transmission jusqu'à notre époque.

Au-delà de ces inévitables points de discussion, il va de soi que l'intérêt de l'ouvrage reste majeur et qu'on ne saurait que trop conseiller cette lecture qui permet de comprendre le développement récent, en France, d'une « histoire sociale des idées politiques ».